

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 4329

[C — 2008/29594]

2 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la contribution des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle à la production d'œuvres audiovisuelles sous forme de coproduction ou de pré-achat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement, notamment l'article 2, 5°;

Vu décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion modifié par le décret du 18 juillet 2008, notamment l'article 41;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances donné le 10 juillet 2008 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 juillet 2008 ;

Vu l'avis n° 45.015/2 du Conseil d'Etat donné le 25 août 2008, en application de l'article 84, 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel;

Après délibération du 2 octobre 2008;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Centre du Cinéma : le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel tel que défini à l'article 1^{er} du décret;

2° Décret : décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion;

3° Editeur : l'éditeur de services qui a fait le choix de contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles sous la forme de coproduction ou de pré-achat;

4° Producteur délégué : le producteur responsable de la fabrication de l'œuvre audiovisuelle qui en garantit la bonne fin tant financière que technique pour la partie des obligations qui lui incombent par contrat.

Art. 2. § 1^{er}. Le Centre du Cinéma est chargé :

1° d'agrèer en tant qu'œuvre audiovisuelle les projets de production dans lesquels l'éditeur souhaite s'engager sous la forme de coproduction et/ou de pré-achat;

2° de comptabiliser les engagements financiers réalisés par l'éditeur sous forme de coproduction et/ou de pré-achat dans les projets de production agréés;

3° de valider ces engagements financiers.

§ 2. Pour obtenir l'agrément d'un projet de production en tant qu'œuvre audiovisuelle dans lequel l'éditeur souhaite s'engager, il doit introduire une demande d'agrément par lettre recommandée à la poste auprès du Centre du Cinéma au plus tard deux mois avant chaque échéance de présentation des engagements financiers visée à l'article 5, § 2.

La demande d'agrément comporte les données suivantes :

1° le titre de l'œuvre audiovisuelle;

2° un synopsis d'une à trois pages;

3° une note d'intention de l'auteur ou de la production;

4° les coordonnées des producteurs, dont le producteur indépendant de la Communauté française, du scénariste et du réalisateur;

5° pour une œuvre de fiction cinématographique ou télévisuelle, une liste artistique comprenant les rôles principaux;

6° un planning de production;

7° un devis récapitulatif;

8° un plan de financement prévisionnel.

Les projets de production remis dans les délais visés au 1^{er} alinéa sont agréés par le Centre du Cinéma au plus tard un mois avant l'échéance de présentation des engagements financiers visés à l'article 5, § 2.

§ 3. Les engagements financiers de l'éditeur sont validés après vérification par le Centre du Cinéma :

1° de l'existence des contrats et éléments visés à l'article 5 § 2;

2° que l'œuvre audiovisuelle est coproduite par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui assure le rôle de producteur délégué;

3° des justificatifs des dépenses de production permettant de déterminer le niveau des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 4. Le Centre du Cinéma établi un rapport à l'attention du Comité d'accompagnement visé à l'article 3. Ce rapport comprend les informations suivantes :

1° la liste des projets de production agréés en tant qu'œuvre audiovisuelle;

2° le montant des engagements financiers de l'éditeur dans chacun de ces projets;

3° le résultat de la vérification des éléments visés au § 3 pour chacun de ces projets.

Le Centre du Cinéma assure la confidentialité des documents transmis et établit un rapport exempt de données confidentielles.

Art. 3. § 1^{er} Pour chaque éditeur, un Comité d'accompagnement est constitué afin d'émettre un avis sur le respect de l'obligation de contribution de l'éditeur et des modalités fixées par le présent arrêté. Il rend son avis sur la base du rapport du Centre du Cinéma.

Le Comité d'accompagnement est composé de représentants du Centre du Cinéma, de l'éditeur et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française.

Les membres du Comité d'accompagnement sont désignés par le Gouvernement.

Le Comité d'accompagnement se réunit au moins deux fois par an à la suite des deux échéances de présentation des engagements financiers visés à l'article 5, § 2.

§ 2. Le Comité d'accompagnement transmet annuellement son avis au Gouvernement et au CSA. Cet avis se présente sous la forme d'un rapport d'évaluation qui comprend :

1° le rapport du Centre du Cinéma visé à l'article 2, § 4;

2° l'analyse et les commentaires éventuels de chacune des parties concernées sur le rapport du Centre du Cinéma ainsi que tout élément lié à l'application du présent arrêté.

Art. 4. L'éditeur peut, sous sa seule responsabilité, confier à une ou plusieurs sociétés tierces, la charge de tout ou partie de son obligation de contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat. L'éditeur reste toutefois entièrement responsable de l'accomplissement de l'obligation de cette contribution.

Les engagements financiers dans des coproductions et des pré-achats d'œuvres audiovisuelles réalisés par la ou les sociétés tierces viennent en déduction, dans les proportions visées à l'article 6, de l'obligation de contribution de l'éditeur. Toutefois, ne seront pris en compte que les engagements qui n'ont pas déjà été comptabilisés pour cette ou ces sociétés tierces dans le cas où celles-ci contribuent elles-mêmes en tant qu'éditeur ou distributeur de services à la production d'œuvres audiovisuelles en application de l'article 41 ou 79 du décret.

Art. 5. § 1^{er} L'éditeur remet chaque année au plus tard pour le 1^{er} mai, au Centre du Cinéma et au Collège d'autorisation et de contrôle du CSA, le montant de son chiffre d'affaires de l'exercice précédent ainsi que les pièces probantes permettant de déterminer ce montant. Si ce montant est modifié lors de l'approbation des comptes annuels par l'Assemblée générale, l'éditeur communique le nouveau montant dans les quinze jours de l'approbation des comptes.

§ 2. Chaque année, avant le 15 mai et avant le 15 novembre, l'éditeur présente au Centre du Cinéma, ses engagements financiers sous forme de coproduction et/ou de pré-achat dans des œuvres audiovisuelles pour l'année en cours en déposant pour chacune d'elles le contrat de coproduction et/ou de pré-achat signé. A défaut de pouvoir déposer le contrat signé dans les délais prescrits au présent alinéa, l'éditeur peut, à titre provisoire, déposer une lettre d'engagement ferme et irrévocable précisant :

1° le titre de l'œuvre audiovisuelle;

2° le délai dans lequel le contrat doit être conclu;

3° les coordonnées du producteur indépendant de la Communauté française;

4° l'identification du réalisateur;

5° la nature de l'engagement financier de l'éditeur (coproduction ou/et pré-achat);

6° le montant de l'engagement financier de l'éditeur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas où il est fait application de l'article 4, l'éditeur, à défaut de pouvoir présenter les contrats de la société tierce, communique au Centre du Cinéma, pour chaque engagement financier sous forme de coproduction et/ou de pré-achat dans une œuvre audiovisuelle, une lettre de la société tierce par laquelle elle déclare les éléments suivants :

1° le titre de l'œuvre audiovisuelle;

2° les coordonnées du ou des producteurs liés au contrat;

3° l'identification du réalisateur;

4° la nature de l'engagement financier de la société tierce (coproduction ou/et pré-achat)

5° le montant de l'engagement financier de la société tierce dans l'œuvre audiovisuelle;

L'éditeur communique également les coordonnées du producteur indépendant de la Communauté française si ce dernier n'est pas lié directement au contrat avec la société tierce et, s'il s'agit d'une société tierce dont le siège social effectif n'est pas situé en Belgique, le contrat qui lie le producteur indépendant de la Communauté française avec le ou les autres producteurs afin de pouvoir vérifier la part de ce producteur indépendant dans l'œuvre audiovisuelle.

§ 3. Si au terme de la seconde échéance de présentation des engagements visée au § 2, la somme des montants financiers engagés sur des projets de production comptabilisés par le Centre du Cinéma est inférieure au montant de la contribution annuelle due par l'éditeur, la différence entre le montant dû et les montants engagés est versée au Centre du Cinéma avant le 30 juin de l'année qui suit l'année de l'obligation.

Si lors de la validation de la totalité des engagements financiers pour une année considérée, un manquement complémentaire apparaît par rapport au manquement qui a été comptabilisé à la suite de la seconde échéance de présentation des engagements, ce manquement complémentaire est versé au Centre du Cinéma dans le mois qui suit cette validation par le Centre du Cinéma.

§ 4. Si un projet de production d'œuvre audiovisuelle dans lequel l'éditeur a décidé d'intervenir n'aboutit pas ou si la décision d'engagement ne peut être concrétisée, le montant prévu, sous déduction des engagements contractuellement justifiés, peut être affecté par l'éditeur à un autre projet. Cette nouvelle affectation intervient dans un délai maximum de 6 mois courant à partir de la notification, par l'éditeur au Centre du Cinéma, de l'annulation du projet et au plus tard 2 ans après la décision d'intervention initiale actée par contrat ou lettre d'engagement. Passé ce nouveau délai, l'éditeur verse définitivement ce montant au Centre du Cinéma.

L'alinéa précédent n'est pas d'application si l'éditeur utilise la possibilité visée à l'article 4.

§ 5. Si l'éditeur a pris des engagements financiers qui dépassent la contribution annuelle due, il peut reporter ces excédents pour déduction lors de l'exercice suivant pour un montant équivalent à un maximum de 5 % de son obligation annuelle.

§ 6. Par dérogation au § 3, l'éditeur peut reporter un manquement d'engagement pour exécution lors de l'exercice suivant pour un montant équivalent à un maximum de 15 % de la contribution annuelle due.

§ 7. L'éditeur dispose également d'un délai supplémentaire pour prendre des engagements financiers dans des projets de production d'œuvre audiovisuelle à concurrence du montant du manquement qu'il doit verser au Centre du Cinéma en application du § 3.

Dans ce cas, l'éditeur dispose d'une période allant jusqu'au 15 mai de l'année qui suit l'année pour laquelle le manquement a été constaté pour présenter au Centre du Cinéma, dans les formes visées au § 2, les engagements financiers pris en application du présent paragraphe.

Le Centre du Cinéma comptabilise ces engagements financiers pour la première réunion du Comité d'accompagnement qui suit la présentation des engagements financiers pour l'année en cours. La partie du montant du manquement qui n'a pas été engagée doit être versée au Centre du Cinéma dans le mois qui suit cette première réunion du Comité d'accompagnement.

Si lors de la validation de la totalité de ces engagements financiers, un manquement complémentaire apparaît par rapport à la partie de manquement qui a été constatée en application de l'alinéa précédent, ce manquement complémentaire est versé au Centre du Cinéma dans le mois qui suit cette validation par le Centre du Cinéma.

Les alinéas précédents du présent paragraphe ne sont pas d'application si l'éditeur utilise la possibilité visée à l'article 4.

Art. 6. L'engagement financier de l'éditeur dans une coproduction et/ou un pré-achat d'une œuvre audiovisuelle est comptabilisé à la hauteur du montant réellement engagé par lui.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas où il est fait application de l'article 4 via une société tierce dont le siège social effectif n'est pas situé en Belgique, l'engagement financier est comptabilisé :

1° au prorata de la part du ou des producteurs indépendants de la Communauté française dans l'œuvre audiovisuelle;

2° à 100 % si cet engagement financier est prévu dans le cadre d'un contrat signé exclusivement avec un ou des producteurs indépendants de la Communauté française, quelle que soit la part du ou des producteurs indépendants de la Communauté française dans l'œuvre audiovisuelle;

3° à 100 % si cet engagement financier intervient pour une œuvre audiovisuelle dans laquelle la part du ou des producteurs indépendants de la Communauté française est au moins égale à 50 %;

4° si un producteur indépendant de la Communauté française détient des parts dans l'œuvre audiovisuelle au travers de sociétés de production de nationalités différentes dont il détient au moins 51 % des parts :

- à 100 % si les parts cumulées de ce producteur dans l'œuvre audiovisuelle sont, directement ou indirectement via ses filiales, au moins égales à 50 %;

- au prorata des parts cumulées si les parts cumulées de ce producteur dans l'œuvre audiovisuelle sont, directement ou indirectement via ses filiales, inférieures à 50 %.

Tout engagement financier en coproduction et/ou un pré-achat d'une œuvre audiovisuelle est éligible dans les proportions visées au présent article à la condition que le montant comptabilisé génère, pour un montant équivalent, des retombées économiques, dûment justifiées, en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Par dérogation à l'alinéa précédent, un engagement financier en coproduction et/ou un pré-achat d'une œuvre audiovisuelle inférieur à un total de 10.000 EUR ne doit pas faire l'objet d'une justification de retombées économiques. Ce montant plafond est adapté annuellement sur la base de l'indice 01.01.2009 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

Peut également être considéré comme montant éligible, le soutien à l'écriture pour des scénaristes établis dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Par dérogation à l'alinéa 3, dans le cas où il est fait application de l'article 4 et s'il s'agit d'une société tierce dont le siège social effectif n'est pas situé en Belgique, à défaut de pouvoir présenter les justificatifs de retombées économiques, tout engagement financier en coproduction et/ou un pré-achat d'une œuvre audiovisuelle est éligible dans les proportions visées au présent article à la condition que cette œuvre soit reconnue comme belge d'expression française au sens de l'article 22 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 18 décembre 2001.

Art. 7. Le Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Bruxelles, le 2 octobre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la contribution des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle à la production d'œuvres audiovisuelles sous forme de coproduction ou de pré-achat

Rapport au Gouvernement

Dans son avis n° 45.015/2 du 25 août 2008, la Section de Législation du Conseil d'Etat ne remet pas en cause les dérogations aux règles générales que le présent arrêté énonce mais signale – dans son unique remarque- que le Gouvernement doit être en mesure d'apporter leur justification. Dans un souci de transparence, ce rapport a pour objet de répondre à cette remarque et expose — pour chacune des exceptions et dérogations en question — les motifs qui les justifient.

Art. 5, § 2 alinéa 2.

Cette dérogation se justifie par le fait que l'éditeur peut avoir des difficultés à obtenir un contrat de production auquel il n'est pas partie dans la mesure où il est conclu par la société tierce. C'est particulièrement le cas lorsque la société tierce est une société étrangère qui conclut souvent le contrat avec le producteur originaire de son pays plutôt qu'avec un coproducteur issu de la Communauté française.

Art. 5, § 4 alinéa 2.

La possibilité de confier pour tout ou partie la charge de son obligation à un tiers permet déjà à l'éditeur d'assumer plus aisément son obligation. Cette délégation de charge relève entièrement de la responsabilité de l'éditeur : Il est donc logiquement considéré qu'en cas d'annulation d'un engagement effectué par le tiers, il revient au seul éditeur d'en assumer les conséquences. Ainsi, si un projet d'investissement en coproduction de la société tierce ne devait pas se concrétiser et que l'absence de cet investissement devait entraîner un manquement dans l'accomplissement de l'obligation, ce montant ne pourra pas être réinvesti dans un nouveau projet mais devra être versé automatiquement au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Art. 5, § 6.

Il est des cas où l'éditeur - pour des raisons indépendantes de sa volonté (manque de projets de production, projets de faible qualité ou peu en phase avec sa ligne éditoriale,...) - rencontre au cours d'une année des difficultés pour accomplir pleinement son obligation. La présente disposition vise donc à tenir compte de ces circonstances en autorisant l'éditeur à reporter à l'année suivante une part de son manquement.

Art. 5, § 7, alinéa 2.

Le fait de pouvoir confier pour tout ou partie la charge de son obligation à un tiers permet déjà à l'éditeur d'assumer plus aisément son obligation. Dans ces circonstances, il est excessif de permettre également que le droit de tirage sur le montant du manquement puisse se faire pour des engagements effectués par le tiers.

Art. 6, alinéa 2.

Cette dérogation est indissociable de l'article 5, § 2 qui prévoit que la charge de l'obligation peut être confiée à un tiers dès lors que ce tiers n'est pas belge. En effet, lorsqu'une société étrangère participe à la production d'une œuvre audiovisuelle, elle traite en général directement avec les producteurs du pays d'origine de cette société sans qu'un lien privilégié ne s'établisse entre le coproducteur de la Communauté française et cette société. En règle générale, le négociateur au contrat de coproduction avec la société est donc le producteur du pays d'origine, sans intervention du coproducteur de la Communauté française. Aussi, dès lors que la part du producteur de la Communauté française est minoritaire (cf. les dérogations visées aux points 1° et 4° de la disposition), il est considéré que l'apport de la société étrangère dans la production se fait essentiellement au bénéfice du producteur du pays d'origine. Il ne peut dès lors être question de considérer cet apport au-delà de la part réelle du producteur de la Communauté française dans la production en question.

Art. 6, alinéa 4.

L'activité de producteur délégué d'une œuvre audiovisuelle exercée par un producteur indépendant de la CFB génère inévitablement des retombées économiques en Communauté française. Afin d'éviter des lourdeurs administratives disproportionnées par rapport aux montants investis, il est considéré que cette activité entraîne automatiquement des dépenses en Communauté française pour au moins € 10.000. Il n'y a donc pas de nécessité d'obtenir une justification pour des engagements inférieurs à ce montant.

Art. 6, alinéa 6.

Un éditeur peut avoir des difficultés à obtenir de la société tierce étrangère les justificatifs pour les dépenses spécifiquement effectuées en Communauté française dès lors que le producteur effectuant le relevé des dépenses globales de production n'est en général pas le coproducteur de la Communauté française mais un producteur issu du même pays que la société tierce. La pratique a démontré que - dans ce cas de figure- ces producteurs sont peu enclins à communiquer ces renseignements à un éditeur avec lequel il n'a aucun lien contractuel particulier. L'exigence de retombées économiques est donc remplacée par une disposition qui prévoit que les investissements ne seront comptabilisés que s'ils portent sur des œuvres audiovisuelles reconnues comme belges d'expression française.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 4329

[C — 2008/29594]

2 OKTOBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de bijdrage van de uitgevers van televisieomroepdiensten tot de productie van audiovisuele werken in de vorm van coproducties en vooraankopen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs, inzonderheid op artikel 2, 5°;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2008, inzonderheid op artikel 41;

Gelet op het gunstige advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2008;

Gelet op het advies nr 45.014/2 van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector;

Na de beraadslaging van 2 oktober 2008,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° Centre du Cinéma : het Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel zoals bepaald in artikel 1 van het decreet;

2° Decreet : decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep;

3° Uitgever : de dienstuitgever die gekozen heeft voor de bijdrage tot de productie van audiovisuele werken in de vorm van coproducties of vooraankopen;

4° Afgevaardigde Producent : de producent die verantwoordelijk is voor het produceren van het audiovisuele werk en die instaat voor de goede verwezenlijking zowel op geldelijk als op technisch vlak van het deel van de verplichtingen die hem opgelegd worden door zijn overeenkomst.

Art. 2. § 1. Het Centre du Cinéma is belast met :

1° de goedkeuring als audiovisueel werk van de productieprojecten waarin de uitgever wenst te investeren in de vorm van een coproductie en/of een vooraankoop;

2° een boekhouding te voeren van de investeringen aangegaan door de uitgever in de coproductie en/of de vooraankoop van goedgekeurde productieprojecten;

3° deze investeringen goed te keuren.

§ 2. Om de erkenning van een productieproject te bekomen als audiovisueel werk waarin de uitgever wenst te investeren, dient deze laatste een erkenningsaanvraag bij een ter post aangetekende brief in bij het Centre du Cinéma ten laatste twee maanden voor de vervaldatum voor de indiening van de investeringen bedoeld bij artikel 5, § 2.

De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de titel van het audiovisuele werk;

2° een synopsis van één tot drie pagina's;

3° een intentienota van de auteur of de productie;

4° de personalia van de producenten, waaronder de onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap, de scenarioschrijver en de regisseur;

5° voor een film- of televisiefictiewerk, een artistieke lijst met de voornaamste rollen;

6° een productieplanning;

7° een recapitulerend bestek;

8° een financieringsvoorplan.

De productieprojecten ingediend binnen de vervaldata bedoeld bij het eerste lid worden goedgekeurd door het Centre du Cinéma ten laatste één maand voor de vervaldatum voor de indiening van de investeringen bedoeld bij artikel 5, § 2.

§ 3. De investeringen van de uitgever worden goedgekeurd na nazicht door het Centre du Cinéma :

1° van het bestaan van de overeenkomsten en elementen bedoeld bij artikel 5, § 2;

2° van het feit dat het audiovisuele werk gecoproduceerd wordt door minstens één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die de rol van afgevaardigde producent waarneemt;

3° van de verantwoordingsdocumenten voor de productie-uitgaven waaruit blijkt welke economische uitwerking in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad verwacht mag worden.

§ 4. Het Centre du Cinéma stelt een verslag op ter attentie van het Begeleidingscomité bedoeld bij artikel 3. Dit verslag bevat de volgende gegevens :

1° de lijst van de als audiovisueel werk goedgekeurde productieprojecten;

2° het bedrag van de investeringen van de uitgever in elk van deze projecten;

3° het resultaat van het nazicht van de elementen bedoeld bij § 3 voor elk van deze projecten.

Het Centre du Cinéma zorgt voor de vertrouwelijkheid van de overgezonden documenten en stelt een verslag op waarin geen vertrouwelijke informatie opgenomen wordt.

Art. 3. § 1. Voor iedere uitgever wordt een Begeleidingscomité samengesteld om een advies uit te brengen over het naleven van de verplichting tot bijdrage van de uitgever en de nadere regels bepaald bij dit besluit. Het brengt zijn advies uit op basis van het verslag van het Centre du Cinéma.

Het Begeleidingscomité wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van het Centre du Cinéma, van de uitgever en van de vakverenigingen die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen alsook de audiovisuele auteurs en uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap.

De leden van het Begeleidingscomité worden door de Regering aangewezen.

Het Begeleidingscomité vergadert minstens twee maal om het jaar na de twee vervaldatum voor de indiening van de investeringen bedoeld bij artikel 5, § 2.

§ 2. Het Begeleidingscomité zendt jaarlijks zijn advies aan de Regering en aan het CSA over. Dat advies wordt ingediend in de vorm van een evaluatieverslag waarin vervat zijn :

1° het verslag van het Centre du Cinéma bedoeld bij artikel 2, § 4;

2° de ontleding en mogelijke commentaar door iedere betrokken partij van (over) het verslag van het Centre du Cinéma alsook elk element in verband met de toepassing van dit besluit.

Art. 4. De uitgever kan, onder zijn exclusieve verantwoordelijkheid, de last van een deel of het geheel van zijn verplichting tot bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop aan een of meerdere maatschappijen toevertrouwen. De uitgever behoudt niettemin de volledige verantwoordelijkheid voor de vervulling van de verplichting tot bijdrage.

De investeringen in deze coproducties en vooraankopen van audiovisuele werken verwezenlijkt door de derde maatschappij(en), binnen de verhoudingen bedoeld bij artikel 6, komen in mindering van de verplichting tot bijdrage van de uitgever. Nochtans, worden niet in aanmerking genomen de investeringen die niet reeds in rekening gebracht werden door deze derde maatschappij(en) ingeval deze zelf bijdragen als dienstuitgever of –uitgever tot de productie van audiovisuele werken met toepassing van artikel 41 of 79 van het decreet.

Art. 5. § 1. De uitgever zendt elk jaar ten laatste tegen 1 mei, aan het Centre du Cinéma en aan het Vergunnings- en toezichtscollège van het CSA, het bedrag van zijn omzet voor het voorgaande dienstjaar alsook de bewijsstukken waaruit blijkt hoe dat bedrag bepaald werd. Wordt dit bedrag gewijzigd bij de goedkeuring van de jaarrekeningen van de Algemene Vergadering, dan deelt de uitgever het nieuwe bedrag binnen de veertien dagen van de goedkeuring van de rekeningen mede.

§ 2. Elk jaar, voor 15 mei en voor 15 november, dient de uitgever bij het Centre du Cinéma zijn investeringen in de vorm van coproducties en/of vooraankopen van audiovisuele werken voor het lopend jaar in door voor ieder van ze de getekende coproductie- en/of vooraankoopovereenkomst voor te leggen. Bij gebrek aan mogelijkheid om de getekende overeenkomst in te dienen binnen de bij dit lid bepaalde vervaldatum, kan de uitgever, voorlopig, een brief tot vaststaande en onherroepelijke investering indienen waarin vermeld worden :

1° de titel van het audiovisuele werk;

2° de vervaldatum waarbinnen de overeenkomst gesloten moet worden;

3° de personalia van de onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap;

4° de identificatie van de regisseur;

5° de aard van de investering van de uitgever (coproductie en/of vooraankoop);

6° het bedrag van de investering van de uitgever.

In afwijking van het vorige lid, ingeval toepassing wordt gedaan van artikel 4, stuurt de uitgever, bij gebrek aan de mogelijkheid om de overeenkomsten van de derde maatschappij in te dienen, aan het Centre du Cinéma, en voor iedere investering aangegaan in de vorm van de coproductie en/of de vooraankoop van een audiovisueel werk, een brief van de derde maatschappij toe waarin zij de volgende elementen verklaart :

1° de titel van het audiovisuele werk;

2° de personalia van de producent(en) verbonden aan de overeenkomst;

3° de identificatie van de regisseur;

4° de aard van de investering van de derde maatschappij (coproductie en/of vooraankoop);

5° het bedrag van de investering van de derde maatschappij in het audiovisuele werk.

Tevens deelt de uitgever de personalia van de onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap indien deze laatste niet rechtstreeks gebonden is door de overeenkomst met de derde maatschappijen, als het om een derde maatschappij gaat waarvan de werkelijke maatschappelijke zetel niet in België gevestigd is, de overeenkomst mede waardoor de onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap met de andere producent(en) gebonden is, om na te kunnen gaan welk aandeel deze onafhankelijke producent in het audiovisuele werk heeft.

§ 3. Indien, na de tweede vervaldatum voor de indiening van de investeringen, bedoeld bij § 2, de som van de geldelijke bedragen aangegaan in productieprojecten in rekening gebracht door het Centre du Cinéma, lager ligt dan het bedrag van de jaarlijkse bijdrage verschuldigd door de uitgever, wordt het verschil tussen het verschuldigde bedrag en de aangegane bedragen gestort aan het Centre du Cinéma voor 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar van de verplichting.

Indien tijdens de validatie van het geheel van de investeringen voor een bepaald jaar, een aanvullend gebrek vastgesteld wordt in vergelijking met het gebrek aangerekend ten gevolge van de tweede vervaldatum voor de indiening van de investeringen, wordt dit aanvullende gebrek gestort aan het Centre du Cinéma binnen de maand na deze validatie door het Centre du Cinéma.

§ 4. Indien een project tot productie van een audiovisueel werk waarin de uitgever besloten heeft te investeren niet verwezenlijkt wordt of indien de beslissing tot investering niet geconcretiseerd kan worden, kan het bepaalde bedrag, mits aftrek van de investeringen voortvloeiend uit de overeenkomst, door de uitgever bestemd worden voor een ander project. Deze nieuwe bestemming geschiedt binnen een maximale termijn van 6 maanden vanaf de kennisgeving, door de uitgever aan het Centre du Cinéma, van de intrekking van het project en ten laatste twee jaar na de beslissing tot initiële tegemoetkoming waarvan akte bij overeenkomst of brief tot investering. Verstrykt deze nieuwe termijn ook, dan stort de uitgever dit bedrag definitief aan het Centre du Cinéma.

Het vorige lid is niet van toepassing als de uitgever van de mogelijkheid bedoeld bij artikel 4 gebruik maakt.

§ 5. Indien de uitgever investeringen heeft aangegaan die hoger liggen dan de verschuldigde jaarlijkse bijdrage, kan hij deze overschotten overdragen opdat ze in mindering zouden komen van het volgende dienstjaar voor een bedrag gelijk aan een maximum van 5 % van zijn jaarlijkse verplichting.

§ 6. In afwijking van § 3, kan de uitgever een tekort aan investering ter uitvoering overdragen naar het volgende dienstjaar voor een bedrag gelijk aan een maximum van 15 % van de verschuldigde jaarlijkse bijdrage.

§ 7. De uitgever beschikt tevens over een bijkomende termijn om investeringen aan te gaan in projecten tot productie van een audiovisueel werk ten belope van het bedrag van het tekort dat gestort moet worden aan het Centre du Cinéma met toepassing van § 3.

In dat geval, beschikt de uitgever over een periode gaande tot 15 mei van het jaar dat volgt op het jaar waarvoor het tekort vastgesteld werd, om bij het Centre du Cinéma, in de vormen bedoeld bij § 2, de investeringen aangegaan met toepassing van deze paragraaf, in te dienen.

Het Centre du Cinéma brengt deze investeringen in rekening voor de eerste vergadering van het Begeleidingscomité die volgt op de indiening van de investeringen voor het lopende jaar. Het deel van het bedrag van het tekort waarvoor geen investering aangegaan is, dient aan het Centre du Cinéma gestort te worden binnen de maand die volgt op deze eerste vergadering van het Begeleidingscomité.

Indien tijdens de validatie van het geheel van de investeringen voor een bepaald jaar, een aanvullend tekort vastgesteld wordt in vergelijking met het deel van het tekort dat werd vastgesteld bij toepassing van het vorige lid, wordt dit aanvullende tekort gestort aan het Centre du Cinéma binnen de maand na deze validatie door het Centre du Cinéma.

De vorige leden van deze paragraaf zijn niet van toepassing indien de uitgever van de mogelijkheid bedoeld bij artikel 4 gebruik maakt.

Art. 6. De investering van de uitgever in de coproductie en/of vooraankoop van een audiovisueel werk wordt in rekening gebracht voor het werkelijk door hem aangegane bedrag.

In afwijking van het vorige lid, ingeval toepassing wordt gedaan van artikel 4 via een derde maatschappij waarvan de werkelijke maatschappelijke zetel niet in België gevestigd is, wordt de investering in rekening gebracht :

1° in verhouding met het deel van de onafhankelijke producent(en) van de Franse Gemeenschap in het audiovisuele werk;

2° ten belope van 100 procent indien deze investering bepaald werd in het kader van een overeenkomst exclusief getekend met één of meer onafhankelijke producent(en) van de Franse Gemeenschap, wat ook het deel van de onafhankelijke producent(en) van de Franse Gemeenschap in het audiovisuele werk ook is;

3° ten belope van 100 procent indien deze investering aangegaan is voor een audiovisueel werk waarin het aandeel van de onafhankelijke producent(en) van de Franse Gemeenschap minstens gelijk is aan 50 procent;

4° indien een onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap aandelen bezit in het audiovisuele werk door bemiddeling van productiemaatschappijen van verscheidene nationaliteiten waarvan hij minstens 51 procent van de aandelen bezit :

ten belope van 100 % indien de gecumuleerde aandelen van deze producent in het audiovisuele werk, rechtstreeks of onrechtstreeks langs zijn dochtermaatschappijen, minstens aan 50 procent gelijk zijn;

in verhouding met de gecumuleerde aandelen indien de gecumuleerde aandelen van deze producent in het audiovisuele werk, rechtstreeks of onrechtstreeks langs zijn dochtermaatschappijen, lager liggen dan 50 procent.

Elke investering in de coproductie en/of de vooraankoop van een audiovisueel werk komt in aanmerking in de verhoudingen bedoeld bij dit artikel op voorwaarde dat het in rekening gebrachte bedrag, voor een gelijkwaardig bedrag, een behoorlijk verantwoorde economische uitwerking heeft op het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

In afwijking van het vorige lid, mag een investering in de coproductie en/of de vooraankoop van een audiovisueel werk lager dan een totaal bedrag van 10.000 euro niet het voorwerp uitmaken van een verantwoording inzake economische uitwerking. Dit maximumbedrag wordt jaarlijks aangepast op basis van het indexcijfer 01.01.2009 = 100 in functie van de evolutie van het gewone indexcijfer voor de consumptieprijzen zoals bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.

Als in aanmerking komend bedrag kan ook beschouwd worden, de steun aan scenarioschrijvers gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

In afwijking van het derde lid, ingeval toepassing wordt gedaan van artikel 4 en het om een derde maatschappij gaat waarvan de werkelijke maatschappelijke zetel niet in België gevestigd is, bij gebrek aan indiening van de verantwoording voor de economische uitwerking, komt elke investering in een coproductie en/of een vooraankoop van een audiovisueel werk in aanmerking in de verhoudingen bedoeld bij dit artikel op voorwaarde dat dit werk erkend is als Franstalig Belgisch in de zin van artikel 22 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 18 december 2001.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Brussel, 2 oktober 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN